



ACADEMIA DIPLOMATICA EUROPAEA

INSTITUT EUROPÉEN DES RELATIONS INTERNATIONALES

FÉDÉRATION DE RUSSIE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Moscou

23-24 MAI 2014

COLLOQUE INTERNATIONAL

SÉCURITÉ GLOBALE, MULTIPOLARITÉ ET SYSTÈME INTERNATIONAL ACTUEL

MENACES ET VULNÉRABILITÉS DANS L'ENVIRONNEMENT MONDIAL DE SÉCURITÉ

Irnerio SEMINATORE

Président de l'Institut Européen des Relations Internationales

Directeur de l'Academia Diplomatica Europaea

Bruxelles

**Cet extrait a été présenté lors de la troisième Conférence sur la Sécurité Internationale
de Moscou (MCIS),
les 23 et 24 Mai 2014**

Institut Européen des Relations Internationales
27/A, Boulevard Charlemagne
1000 – Bruxelles (Belgique)
Tel. : +32.2.280.14.95
Site Web : www.ieri.be

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME ET CYCLES STRATEGIQUES.....	3
RETOURNEMENT DE L'AXE DE GRAVITÉ DU MONDE ET RUPTURES DES ENGAGEMENTS.....	5
EUROPE – FÉDÉRATION DE RUSSIE UN NOUVEAU TRAITÉ DE SÉCURITÉ ET DE STABILITÉ PAN EUROPÉEN UN « TOIT COMMUN » INCLUSIF, GLOBAL ET DURABLE	6
LES ÉTATS-UNIS, LA SECURITE INTERNATIONALE ET LA NOUVELLE DOCTRINE NUCLEAIRE AMERICAINE, DISSUASION ET NON-PROLIFERATION.....	8
LA CHINE ET LA POLITIQUE ETRANGERE CHINOISE ENTRE MULTILATERALISME ET MULTIPOLARITE.....	9
LINKAGE ET STRATEGIE D'INTERDICTION	9
UN RENVERSEMENT DE TENDANCE. DU « STATUS QUO » À LA « LOGIQUE DE MOUVEMENT ».....	10
LES TRANSFORMATIONS EN COURS.....	11

INTRODUCTION

L'exposé qui vous est ici présenté, examine la structure et la morphologie politique du système international actuel et il en dresse les constats majeurs.

Du point de vue de la logique militaire, il fait état de la succession de trois cycles stratégiques depuis 1990.

En termes de sécurité globale, il décrit la transition du concept de « défense collective » à celui de « sécurité collective » comme conséquence du passage de la bipolarité à la multipolarité.

Au sujet de cette transition, il fait remarquer une inversion de tendance significative, le passage du « status quo » à une « logique du mouvement ».

Puis, après avoir brossé une analyse sommaire des relations géopolitiques et stratégiques entre les acteurs majeurs du système international, l'Europe, la Russie, les Etats-Unis et la Chine, il parvient à des conclusions qui mettent l'accent sur une situation d'intensification de menaces et d'aggravation des risques et des conflits au niveau global du système.

TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME ET CYCLES STRATEGIQUES

Depuis les années 1990, nous assistons à une profonde transformation systémique, géopolitique et stratégique de la scène internationale, comportant la transition de la bipolarité vers un système multipolaire accompli.

Cette transition est caractérisée par trois changements structurels majeurs.

- La fin du statut monopolistique de l'Occident sur le monde, et donc de la dominance incontestée de l'hémisphère Nord sur l'hémisphère Sud, exercée depuis quatre siècles
- L'évolution vers une distribution mondiale de la puissance, bref la marche en direction d'un monde de « puissances relatives »
- L'émergence d'une forme de « global leadership » au lieu de la « global

dominance » antérieure, représentée par les États-Unis.

Du point de vue militaire, cette transition a engendré trois grands cycles stratégiques et donc des modes différents d'emploi de la violence armée imposant des adaptations importantes de l'appareil militaire à la dialectique de la guerre.

- Le cycle des transformations (1990 - 2003) : où les forces terrestres de « maintien de la paix » se prévalent d'un emploi stratégique de l'arme aérienne (ex Irak)
- Le « cycle des petites guerres » (2007-2014) d'emploi anti-insurrectionnel des forces terrestres utilisant l'appui aérien au sol
- Le cycle d'opposition entre grands espaces (2008 (Géorgie) - 2030) : qui sera marqué par le retour offensif des puissances régionales dans les grands espaces maritimes, ce cycle sera caractérisé par l'usage stratégique du cyber-espace et de l'espace éso-atmosphérique sur un mode de la guerre « off-limits » (ou de la « guerre sans règles »), ponctué par des coups de main stratégiques.

C'est à partir de la fin du bipolarisme que la logique de la « sécurité collective » a succédé à celle de « la défense ». La logique de la sécurité collective s'est assignée comme objectif la stabilité de l'ordre politico-stratégique et a adopté comme principe de régulation celui du dialogue constructif.

Or, la fragilité de ce principe est évidente, car toute logique de sécurité doit faire face à deux défis :

- Le premier est fondé sur l'impossibilité de faire respecter un système de sécurité qui recouvre la communauté internationale dans son ensemble.

- Le deuxième tient au caractère conjoncturel de la sécurité collective dû principalement à la nature des États, qui n'ont ni de régimes politiques stables, ni de stratégies permanentes. Ceci implique de la part de tout acteur un effort de vigilance permanente sur l'évolution des capacités des acteurs rivaux, de la même région ou du même système.

RETOURNEMENT DE L'AXE DE GRAVITÉ DU MONDE ET RUPTURES DES ENGAGEMENTS

Depuis 1990, les relations entre la Russie et l'Europe s'alimentent d'une série de griefs concernant la rupture des engagements assumés en matière d'élargissements et des tentatives d'isolement géopolitique de Moscou. La rupture des accords convenus a été interprétée par Moscou comme une « menace » portée à l'ancien espace soviétique et comme une « manœuvre » d'affaiblissement et de déstabilisation auprès de « l'étranger proche ».

Pour le Kremlin, la politique occidentale a trahi les assurances formelles de Bush Sr, confirmées par l'Ancien Ambassadeur à Moscou de 1987 à 1991 Jack Matlock sur le « Washington Post », de s'engager à ne pas tirer profit des concessions de Gorbatchev pour avoir accepté la réunification de l'Allemagne et la dissolution du « Pacte de Varsovie ».

A preuve de ces allégations, la Russie apporte l'argument de l'implantation des bases de l'OTAN dans les anciennes républiques soviétiques au lieu de la transformation de l'Alliance Atlantique en alliance globale.

Par ailleurs, le nouveau concept de l'OTAN qui apparaît un compromis entre la « stratégie de défense collective », dans l'aire euro-atlantique, et une « stratégie de stabilisation mondiale », a comporté l'extension du concept de stabilisation à l'Europe centrale, orientale et méridionale (Géorgie, Ukraine...) mais également aux crises du Grand Moyen-Orient, Golfe et Méditerranée jusqu'aux zones de jonction eurasiennes (Afghanistan).

En ce qui concerne l'Union Européenne, les pays membres ne peuvent agir militairement que dans les deux hypothèses de la “défense collective” et de la “sécurité collective”. Or, la “défense collective” est inscrite dans la stratégie américaine, dont elle représente désormais une des deux composantes et celle de défense est encadrée dans et par l'OTAN.

La “sécurité collective” de l'Europe au plan mondial résulte directement de la vision multipolaire des USA et se concrétise par des actions de police internationale, de gestion des crises et de maintien de la paix.

Par ailleurs, le projet de déploiement d'un système antimissile de théâtre (BAM) de la part des Etats-Unis occulte une finalité à but désarmant dont il est permis de douter de sa finalité défensive.

Du point de vue diplomatique et géopolitique, l'entrée des pays Baltes et des pays de l'Est dans l'OTAN, la signature du partenariat Oriental en 2007 avec six anciennes républiques socialistes, les soutiens multiples aux « révolutions de couleur » en Ukraine et en Géorgie, n'ont pas tenu compte des grands équilibres continentaux et des intérêts de défense et de sécurité de la Russie en Europe.

EUROPE – FÉDÉRATION DE RUSSIE
UN NOUVEAU TRAITÉ DE SÉCURITÉ ET DE STABILITÉ PAN EUROPÉEN
UN « TOIT COMMUN » INCLUSIF, GLOBAL ET DURABLE

Ainsi le retour à un espace de coopération et de dialogue entre la Fédération de Russie et l'Europe, bouleversé par la crise Ukrainienne, implique l'association des deux parties autour d'un ordre politique pan-européen dans la zone charnière de l'Europe Orientale et Méridionale.

Cet espace a constitué une zone géostratégique dans laquelle les luttes d'influence Est-Ouest ont été exacerbées à l'époque de la bipolarité et demeurent tendues. C'est pourquoi un ordre pan-européen a pour fonction d'être équilibrateur, inclusif, partiellement intégrateur et multipolaire.

Peut-on bâtir aujourd'hui un ordre international purement régional qui prenne le relais de l'émiettement politique consécutif à la guerre froide et non encore stabilisé ?

La réponse est non.

En effet, l'adoption éventuelle d'un « Traité de sécurité et de stabilité en Europe » devrait avoir pour but de fonder la sécurité européenne sur l'ordre des Nations et, en complément, sur la garantie de l'Alliance Atlantique.

Ce projet vise à dépasser la logique des aires de sécurité différenciées (Europe de l'Est et du Sud-Est, Caucase, Golfe, Moyen-Orient, etc.).

L'individualité de la sécurité européenne par rapport à la sécurité mondiale a besoin d'éviter tout esprit de confrontation, dans lequel se sont situées les approches antagonistes de l'Est et de l'Ouest. En effet, et aujourd'hui, une approche antagoniste caractérise les revendications des autorités centrales de Kiev et les institutions régionales ukrainiennes.

Le but sécuritaire d'un ordre global inclusif consiste à prôner le retour à un climat de confiance qui justifie la désescalade et le dialogue diplomatique à partir de l'Ukraine. L'approche antagoniste dans la prévention des conflits dans l'axe Baltique et dans le projet de création d'un bouclier et d'un contre bouclier antimissiles ne peut être isolée du contexte mondial. Cette approche doit être dissociée des relations globales entre grandes puissances, en Asie les relations sino-japonaises ou les relations entre le Japon, les deux Corées et les États-Unis.

La pierre angulaire d'un nouvel accord de « sécurité indivisible » entre l'Europe, les États-Unis et la Fédération de Russie sur le continent et dans l'hémisphère Nord, repose sur l'adoption d'un cadre commun qui chapeaute l'ensemble des organisations de sécurité, centrées sur les seules questions « hard ».

Cet accord pourrait être ressenti par toutes les parties comme le « toit commun » d'un système de sécurité collective et de coopération allant de Vancouver à Vladivostok, une « charpente partagée » pour les autres organisations de l'ensemble de l'espace eurasiatique.

Le fondement de ce projet serait de ne pas escamoter les notions de « zones de responsabilité » ou « d'intérêts spéciaux » qui permettent de rendre compatibles les objectifs du « Partenariat Oriental » (27+6) avec ceux qui sont prévus dans la perspective d'un « partenariat stratégique » UE-Russie.

Ainsi la fonction d'une sécurité globale retrouvée s'exprimerait par la meilleure coordination des activités de ces organisations sur la base de principes partagés et acceptés, sans se substituer, remplacer ou supprimer ce qui existe déjà, par la création de structures nouvelles.

LES ÉTATS-UNIS, LA SECURITE INTERNATIONALE ET LA NOUVELLE DOCTRINE NUCLEAIRE AMERICAINE, DISSUASION ET NON-PROLIFERATION

Les Etats-Unis doivent combiner deux grandes stratégies régionales en Eurasie, la stratégie euro-atlantique et la stratégie trans-pacifique.

Dans l'espace euro-atlantique, malgré les divisions des Etats de l'Union européenne sur les grandes orientations géopolitiques et géostratégiques vis-à-vis de la Fédération de Russie depuis 1990, l'idée de « confrontation » a été rejetée, mais ceci n'a pas interdit le refoulement (roll back) de l'ancienne Union soviétique sur ses marches occidentales.

Or la politique de rollback a musclé idéologiquement le multilatéralisme, la doctrine de l'élargissement de la démocratie, la politique des droits de l'homme et la guerre au terrorisme à l'échelle globale.

Ainsi, « le centre de gravité » du *containment* de l'URSS s'est déplacé du cœur de l'Eurasie vers l'Europe orientale et méridionale, le long de la nouvelle ligne de faille géopolitique qui va des pays baltes à la Mer Noire et de l'Ukraine à l'Asie centrale, en passant par le Caucase et la Confédération des États indépendants comme clefs d'accès par l'Ouest à l'aire pivot du monde, le “Heartland” de Halford Mackinder. Ce centre de gravité mouvant préfigure aujourd'hui l'émergence d'un espace de pressions, d'intimidations et de jeux d'influence géopolitiques, situés en puzzle sur l'axe Vilnius, Kiev, Donetsk, Tbilissi, Téhéran.

Dans les conditions actuelles, le débat central dans un monde multipolaire devient celui de la dissuasion et de la non-prolifération.

Comment dissuader l'Iran, la Corée du Nord, Al Qaïda et les autres groupes terroristes ? Comment stabiliser le Pakistan, convaincre la Chine, la Russie, la Turquie et d'autres pays émergents à privilégier la voie du dialogue ? De quelle manière réduire les stocks, arrêter les essais nucléaires et lutter contre la prolifération ?

LA CHINE ET LA POLITIQUE ETRANGERE CHINOISE ENTRE MULTILATERALISME ET MULTIPOLARITE

Dans la nouvelle configuration internationale, la Chine affiche un double statut, celui d'une puissance « conservatrice active » et « perturbatrice mesurée » et oriente sa centralité géopolitique en Eurasie au moyen d'un faisceau de stratégies enveloppantes et obliques, de contournement, de contre-encerclement, d'interdiction et de projection de puissance. En effet, l'Empire du Milieu opère de manière combinée en direction du Pacifique, de la mer de Chine méridionale, de l'Océan Indien et de l'Afrique.

En Asie et pour la première fois dans l'Histoire, le Japon et la Chine sont simultanément des puissances régionales.

Dans ce contexte, l'ouverture soudaine d'une crise à Taïwan de la part de Beijing provoquerait une confrontation avec les États-Unis et, dans son impératif d'approvisionnement maritime, avec l'Inde.

Ainsi une perspective de mouvement affecte l'échiquier asiatique. En effet, l'activisme chinois influence en profondeur les enjeux stratégiques des principaux acteurs régionaux dans la mer de Chine Méridionale, dont les ressources naturelles sont disputées par Taïwan, les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie, Brunei, Singapour et le Vietnam.

LINKAGE ET STRATEGIE D'INTERDICTION

De surcroît le Linkage entre la mer de Chine Méridionale et la façade maritime du Pacifique est inscrite dans l'extension des intérêts de sécurité chinois.

Une des clés de lecture de cette interdépendance entre zones géopolitiques à fort impact stratégique est le développement des capacités navales, sous-maritimes et de surface, de la flotte chinoise qui s'insèrent dans une tendance à la maritimisation du globe.

Le linkage stratégique chinois définit ainsi, au plan maritime, une stratégie d'interdiction à large spectre qui n'est plus focalisée uniquement sur Taïwan et inclut désormais la Mer Jaune dans laquelle patrouillent les flottes du Japon et de la Corée du Sud.

Bien que l'actuelle capacité d'interdiction de la flotte chinoise tienne à distance de la frontière maritime chinoise les flottes étrangères, la mise en mer de la plus importante flotte sous-marine et amphibie d'Asie n'a pas encore comblé les carences d'un support satellitaire d'appui, pour l'identification des cibles mobiles.

Du point de vue global, Beijing s'est employé à définir une doctrine de politique étrangère présentée comme « diplomatie asymétrique » tendant à :

- réduire la prépondérance américaine, tout en évitant une confrontation militaire,
- remettre en cause les hiérarchies et la distribution mondiale du pouvoir
- contenir le rôle du Japon en Extrême Orient et d'en freiner les ambitions internationales.

En termes régionaux, ces indications commandent aux dirigeants chinois d'éviter tout conflit sérieux avec leurs voisins et de poursuivre indirectement la quête d'une suprématie régionale, en faisant de la sphère d'influence de la Chine une sphère de déférence, de respect et de compréhension vis-à-vis des choix de Pékin.

La mer de Chine Méridionale devient ainsi un théâtre géopolitique parmi les plus critiques de la planète. En effet, se superposent ici les projections d'influence de la Chine à caractère expansif et le rôle régional des États Unis à caractère défensif. Les premières remettent en cause la stabilité régionale, le deuxième préfigure un « *soft containment* » d'un type nouveau.

UN RENVERSEMENT DE TENDANCE

DU « STATUS QUO » À LA « LOGIQUE DE MOUVEMENT »

D'un point de vue conjoncturel et global, le « status quo » relatif, qui a suivi l'implosion du système de la bipolarité, ne représente plus l'option préférable pour la satisfaction des besoins collectifs de changements, car nous sommes entrés désormais dans une « phase de mouvement », dans une accélération du processus historique.

LES TRANSFORMATIONS EN COURS

Dans ces conditions, les caractéristiques essentielles de cette exigence de transformation des relations mondiales reposent sur :

- le volume grandissant des revendications insatisfaites et souvent irréconciliables
- une distribution large de tensions latentes et de crises ouvertes
- une extension des rivalités à tous les pôles et à la plupart des acteurs clefs
- la multiplication des conflits asymétriques, des guerres ethniques, culturelles, séparatistes et une intrusion presque « régulière » de tiers interposés.
- l'hétérogénéité des valeurs, des intérêts et de principes d'action, rendant difficiles les compromis
- une remise en cause de la légitimité des régimes politiques et des principes de souveraineté et d'autonomie, du moins en Occident.

Serions-nous les témoins d'une accélération de l'histoire, qui nous pousse à en retenir toujours le caractère précaire et la nature tragique ?